

# *libre propos*

Daniel VERNET

## **Mitterrand, l'Europe et la réunification allemande**

*Les archives françaises sur l'attitude de François Mitterrand au moment de la réunification allemande, auxquelles un chercheur allemand a eu partiellement accès, permettent de dresser un bilan nuancé de la politique française. « La question allemande » était au centre des préoccupations du président de la République dès 1981, au début de son premier mandat. Une comparaison avec les archives allemandes disponibles montre que le chancelier Helmut Kohl était plus réticent à prendre des engagements européens que l'image qu'il a cherché lui-même à imposer.*

Politique étrangère

**F**rançois Mitterrand a-t-il réagi à la réunification allemande d'abord et avant tout en « patriote européen » ? L'histoire de la politique française à la fin de 1989 et au début de 1990 reste à écrire. Quelques-uns des acteurs ont proposé leur version, mais, l'ensemble des archives n'étant pas disponibles, il est difficile de trancher entre les critiques (hommes politiques ou observateurs), qui ont donné une image plutôt négative de l'attitude de François Mitterrand, et les anciens collaborateurs du président de la République qui ont au contraire essayé de montrer la logique d'une politique fondée sur l'accompagnement européen de la question allemande et de sa solution. Du côté allemand, les archives officielles de la chancellerie et du ministère des Affaires étrangères ont été partiellement ouvertes

dès 1998<sup>1</sup>. Pas seulement au nom de la recherche historique. L'objectif de ces publications expurgées et sélectionnées par des fonctionnaires était aussi de donner une image valorisante du rôle des dirigeants allemands dans ces mois cruciaux, et d'abord d'Helmut Kohl, qui devait affronter la même année des élections difficiles. Son statut de « chancelier de l'unité » devait en ressortir renforcé. En revanche, l'appréciation qui y est portée sur la politique française, étayée par des notes d'entretiens entre le président français et le chancelier, ou par des notes des collaborateurs de ce dernier, renforce la thèse des réserves françaises. Ce que François Mitterrand lui-même qualifiait de « caricature<sup>2</sup> ».

Du côté français, un soin jaloux a veillé sur les archives officielles et privées de l'ancien chef d'Etat, si bien qu'une confrontation des sources est encore impossible. Cependant, un politologue allemand de l'université d'Erlangen, Tilo Schabert, a eu accès à plusieurs caisses de documents provenant de la présidence de la République. D'octobre 1992 à mai 1995, parce qu'il voulait étudier l'art mitterrandien de gouverner, il a eu ses entrées à l'Élysée, a pu mener des entretiens avec le chef d'Etat et ses principaux collaborateurs, et lire des notes confidentielles qu'il a retrouvées et complétées plus tard dans les archives de l'Institut François Mitterrand. Il en a tiré un livre qui répond à sa question première : comment se fabrique une politique étrangère appliquée à un cas particulier, la réunification allemande ?

C'est, à notre connaissance, la première fois que les archives françaises de l'époque sont ainsi citées de manière systématique, sinon complète. L'image de la politique française qui en ressort est différente de celle donnée par les documents allemands. Elle dessine une cohérence autour de deux thèmes qui reviennent comme des leitmotiv dans les déclarations publiques ou privées de François Mitterrand : premiè-

---

1. *Dokumente zur Deutschlandpolitik. Deutsche Einheit. Sonderedition aus der Akten des Bundeskanzleramtes 1989/90* (« Documents sur la politique allemande. L'Unité allemande. Edition spéciale tirée des dossiers de la chancellerie fédérale »). Préparés par H.J. Küsters et D. Hofmann, Munich, R. Oldenburg Verlag, 1998 (nous nous référons à ce livre par l'abréviation DD). Et aussi *Aussenpolitik für die deutsche Einheit* (« Une politique étrangère pour l'unité allemande »), W. Weidenfeld (dir.), Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1999 (nous nous référons à ce livre par l'abréviation WW).

2. Compte rendu du Conseil des ministres du 19 août 1992, cité dans T. Schabert, *Wie Weltgeschichte gemacht wird. Frankreich und die deutsche Einheit* (« Comment se fabrique l'histoire mondiale. La France et l'unité allemande »), Stuttgart, Klett-Cotta, 2002, p. 32 (nous nous référons à ce livre par l'abréviation TS).

rement, « la question allemande est une question européenne<sup>3</sup> » ; deuxièmement, le binôme « évolution à l'Est, construction à l'Ouest (intégration européenne)<sup>4</sup> ». Le 18 octobre 1989, Hubert Védrine, alors conseiller diplomatique du président de la République, préparait une note, intitulée « Réflexions sur la question allemande », que Mitterrand a annotée et corrigée soigneusement. Alors que son collaborateur se préoccupait de ce que le mouvement vers la fin de la division du peuple allemand n'aille pas plus vite que la construction européenne, il avait ajouté de sa main : « La question des rythmes comparés est essentielle<sup>5</sup>. » L'interprétation allemande de cette attitude est apportée par Horst Teltschik dans une note du 17 novembre 1989, huit jours après l'ouverture du mur de Berlin. A la veille du dîner de l'Élysée, le conseiller diplomatique d'Helmut Kohl analyse pour celui-ci les positions des différentes puissances tutélaires vis-à-vis de la réunification. A propos de la France, il écrit : « La position française paraît plus réservée [que l'américaine]. Une certaine distance est évidente en ceci que Mitterrand, « pour le cas où les Allemands voudraient réaliser la réunification », veut simplement adapter la politique française. Il ne s'agit pas là d'un soutien, mais plutôt d'une non-opposition<sup>6</sup>. » Cette appréciation est complétée quelques jours plus tard par le même Horst Teltschik : « La réaction officielle française est constructive. [...] En même temps, on essaie tactiquement de nous obliger, dans la question du futur processus de l'Union économique et monétaire (UEM), à nous engager à prendre une décision claire lors du prochain conseil européen<sup>7</sup>. » Les bases de la discussion qui se poursuivra au Conseil européen de Strasbourg sont ainsi posées, bien que le débat entre les partenaires européens, et notamment entre la France et l'Allemagne, ait vite pris une autre tournure. Plus que l'UEM, c'est la question des frontières qui a été au centre des préoccupations.

L'ambition de ces pages n'est pas de proposer une analyse critique et comparée des sources allemandes et françaises. Elle est plus modeste.

---

3. TS, p. 415. T. Schabert publie le fac-similé du verso du menu du dîner du 18 novembre 1989 des douze chefs d'Etat et de gouvernement européens conviés à l'Élysée, huit jours après la chute du Mur, sur lequel F. Mitterrand a noté quelques mots-clés pour la conférence de presse qui doit suivre.

4. *Ibid.*

5. TS, p. 395.

6. DD, p. 547.

7. DD, p. 577.

Elle vise à attirer l'attention sur quelques distorsions dans les perspectives, selon l'origine des comptes rendus des mêmes rencontres. Les personnes présentes, chargées de prendre des notes, n'entendent pas ou ne retiennent pas la même chose ; elles ont tendance à souligner les points qui appuient leurs thèses, voire les préjugés de leurs chefs. Pour les preneurs de notes allemands, bien que parfaits francophones, la difficulté est accrue par la rhétorique typiquement mitterrandienne qui joue par exemple de la double négation pour renforcer une ambivalence presque naturelle. Ce décalage n'a rien d'exceptionnel. Georges-Henri Soutou remarque qu'en 1963, les comptes rendus français et allemand d'un entretien entre De Gaulle et le chancelier Erhard divergeaient sur un point fondamental : l'offre d'une garantie nucléaire de la France à la RFA<sup>8</sup>. Le chancelier ou ses collaborateurs avaient peut-être préféré ne pas entendre...

Trois « épisodes » entourant la réunification allemande illustrent ce décalage dans les perceptions réciproques : la « préhistoire », le Conseil européen de Strasbourg de décembre 1989, et la rencontre de Kiev entre François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev.

### **Une « préhistoire » dominée par la question allemande**

L'un des points saillants qui ressort des documents consultés par Tilo Schabert est la permanence du souci de l'Allemagne dans la pensée stratégique de François Mitterrand. Dès son arrivée au pouvoir en 1981, il s'en ouvre au chancelier allemand d'alors, Helmut Schmidt, lors de leur première rencontre. Il est convaincu que la division de l'Allemagne devra prendre fin un jour et qu'il n'est pas trop tôt pour penser à ses conditions et à ses conséquences. Helmut Schmidt, comme d'ailleurs Helmut Kohl quelques mois plus tard, rejette cette idée. Pour eux, la réunification n'est pas à l'ordre du jour et le seul fait d'y penser risque de provoquer des catastrophes. Or, Mitterrand ne croit pas à cette forme de dénégation ; bien plus, il la tient pour dangereuse. « La manière dont l'Allemagne réagira au cours des prochaines années peut détruire les fondements de l'équilibre et provoquer une guerre », dit-il par exemple au Conseil des ministres du 26 octobre 1983<sup>9</sup>. Ce pays « qui marche sur une seule

---

8. G.-H. Soutou, *L'Alliance incertaine*, Paris, Fayard, 1996, p. 274.

9. TS, p. 34.

jambe<sup>10</sup> » est sensible aux pressions venant de Moscou à un moment où l'empire soviétique est en train de s'écrouler, provoquant chez Mitterrand des sentiments mêlés : « Le désordre [attendu en Europe centrale] ne sera sans doute pas meilleur pour nous que l'ordre existant jusqu'à maintenant<sup>11</sup>. » Car si, au cours des discussions qui ont entouré le processus de réunification, Mitterrand s'est présenté comme un « patriote français », soucieux de défendre les intérêts français, et non comme un « patriote allemand » qui devrait épouser la cause de l'unité allemande, il se met souvent, dans ses réflexions, à la place des dirigeants de Bonn<sup>12</sup>. « Les Etats utilisent les avantages offerts par les circonstances. Ainsi pense-t-on en France à propos de la France. Et ainsi pense-t-on en France à propos de l'Allemagne », conclut Tilo Schabert<sup>13</sup>. Mais est-ce bien aussi le cas à Bonn ? Les entretiens Mitterrand-Kohl du 30 octobre 1984 à Bad-Kreuznach, lors des traditionnelles consultations bisannuelles, offrent une réponse partielle et négative. Le président français, qui, contrairement à son prédécesseur, a nettement pris position contre l'installation en URSS de SS20 dirigés vers l'Europe occidentale, craint un accord Washington-Moscou qui ferait retomber « le couvercle » sur l'Europe ; et Mitterrand conclut à l'adresse de Kohl : « Votre action par rapport à l'Allemagne et à sa réunification sera bloquée<sup>14</sup>. » Il veut convaincre le chancelier de participer avec la France à un programme de satellite militaire. « Sinon, dit-il en séance plénière, les USA et l'URSS décideront du sort de la force nucléaire française et il n'y aura pas de réunification allemande avant mille ans<sup>15</sup>. » A Bad-Kreuznach, Mitterrand ne reçoit qu'une réponse dilatoire – les Allemands ne sont pas contre la proposition mais ils se donnent le temps de la réflexion – qui ne le rassure pas. Il ne croit pas à une Allemagne qui serait une sorte de grande Suisse ayant pour toujours renoncé à jouer un rôle actif dans les affaires mondiales. Il pense que la vocation allemande à être une puissance, au demeurant parfaitement normale, doit être ins-

10. F. Mitterrand au Conseil des ministres du 18 décembre 1985, dans TS, p. 39.

11. Conseil de défense du 20 juillet 1988, dans TS, p. 33. Lors d'un dîner à la présidence de la RFA, à Bonn, F. Mitterrand avait déclaré, le 24 novembre 1983 : « Sortir de Yalta, oui. Mais je ne veux pas que les décombres de Yalta nous écrasent. » *Ibid.*, p. 56.

12. TS, p. 13.

13. TS, p. 50.

14. Compte rendu français des entretiens, TS, p. 56.

15. *Ibid.*, p. 57.

crité dans un ensemble européen. « Il n'y a que la construction européenne, sinon l'Allemagne jouera entre l'Est et l'Ouest », déclare-t-il au Conseil des ministres du 11 février 1987<sup>16</sup>. Et le 26 octobre 1988, toujours devant le Conseil des ministres, il ajoute : « On se demande quelles sont les véritables intentions allemandes. On devrait plutôt se demander quels sont les véritables intérêts de l'Allemagne. Elle a les intérêts de sa géographie. Elle se trouve entre deux blocs : comment pouvez-vous penser qu'elle n'ait pas dirigé son regard des deux côtés<sup>17</sup> ? » Dans ces conditions, tout ce qui semble corroborer cette thèse ou la tentation d'un « cavalier seul » allemand<sup>18</sup> – réticences de Kohl à fixer une date pour la Conférence intergouvernementale qui lancera l'UEM, plan en dix points pour la réunification, refus de s'engager officiellement sur la frontière polonaise, etc. – accroît les inquiétudes françaises. « Le président est très inquiet de l'attitude de Kohl », constate par exemple, le 29 novembre 1989, le secrétaire général de l'Élysée, Jean-Louis Bianco<sup>19</sup>.

Du côté allemand, l'appréciation générale portée sur les relations n'est pas meilleure<sup>20</sup>. « Du point de vue de la chancellerie, les relations [avec la France] ont perdu beaucoup d'élan depuis le début de l'automne 1989. [Le conseiller de Kohl, Peter] Hartmann en voit la cause dans l'attitude française incertaine sur la question allemande, dans le fait que les succès de la politique de sécurité et de défense commune (brigade franco-allemande) se font attendre, dans le niveau de développement de l'intégration européenne et de la coopération politique dans le domaine nucléaire. » Le diagnostic n'est donc pas très différent de celui qui est fait du côté français. Les malentendus tiennent aux atermoiements allemands sur la coopération spatiale qui, dans l'esprit de François Mitterrand, était une partie intégrante de la politique commune de sécurité. Elle devait même, selon lui, permettre

---

16. TS, p. 59.

17. TS, p. 59.

18. L'expression est employée à la fois par R. Dumas au Conseil des ministres du 26 avril 1989 (voir TS, p. 360) et par J. Attali lors d'une conversation à Kiev, avec V. Zagladine, conseiller de M. Gorbatchev (WW, p. 156-157).

19. TS, p. 408.

20. On manque cependant de points de comparaison précis dans la mesure où les archives allemandes publiées ne concernent pas la période antérieure à l'automne 1989. Dans la série de quatre volumes intitulée *Histoire de l'unité allemande*, le premier est consacré au gouvernement Kohl de 1982 à 1989, mais il ne cite pas une seule fois le nom de Mitterrand ! Il reste l'introduction commentée de H.J. Kürsters et D. Hofmann, voir DD, p. 52.

aux Allemands de compenser les interdits qui les frappent dans le nucléaire militaire. « L'Allemagne aura de la puissance par la stratégie spatiale », dit Mitterrand à Kohl en 1985<sup>21</sup>. Or, comme nous l'avons vu, les Allemands ne manifestent aucun enthousiasme. Les malentendus tiennent aussi à un autre sujet évoqué par Peter Hartmann dans une note préparatoire à une rencontre Mitterrand-Kohl à Paris, le 20 octobre 1989 : l'état d'avancement des préparatifs pour une conférence intergouvernementale sur l'union économique et monétaire (UEM) et l'Union politique. Or, ce sujet est étroitement lié à l'attitude française sur la question allemande et occupera les diplomates des deux pays jusqu'à la veille du Conseil européen de Strasbourg, les 8 et 9 décembre 1989.

### **Le Conseil européen de Strasbourg**

Werner Rouget, numéro deux de l'ambassade de RFA à Paris de 1983 à 1989, a observé de près la politique française. Selon lui, la France devait répondre à une question : comment « lier l'Allemagne réunifiée, sans augmenter de manière insupportable le risque de perdre sa propre souveraineté<sup>22</sup> » ? Il estime que Paris avait le choix entre la politique étrangère et la monnaie, et a choisi la monnaie. Certes, Mitterrand ne limitait pas ses ambitions européennes à la seule UEM. Il promettait « la construction de l'Europe, l'Europe des citoyens, l'Europe monétaire, l'Europe diplomatique, l'Europe politique et l'Europe de la défense<sup>23</sup> ». Sa priorité n'en était pas moins la monnaie. Or, sur ce point, les divergences avec Bonn étaient patentées depuis des années. Déjà en 1986-1988, le chef de l'Etat se montrait préoccupé par l'attitude jugée fuyante du chancelier qui n'était pas avare d'engagements mais qui les relativisait aussitôt : « Avec la monnaie, c'est comme avec les jours de la semaine, le dimanche on tient de beaux discours et le reste du temps on se faufile à travers une réalité qui n'est pas aussi riante », dit-il à Mitterrand le 26 août 1986 à Heidelberg<sup>24</sup>. Autrement dit, l'insistance française et les hésitations allemandes ne datent pas de l'automne 1989 et des questions posées par la réunification. Entre

---

21. TS, p. 51.

22. W. Rouget, *Schwierige Nachbarschaft am Rhein, Frankreich-Deutschland* (« Une amitié difficile le long du Rhin, la France et l'Allemagne »), Bonn, Bouvier, 1998.

23. Compte rendu de l'entretien Mitterrand-Kohl à Bonn, le 20 octobre 1987. Dans TS, p. 339.

24. TS, p. 338.

Paris et Bonn, un dialogue rempli de quiproquos s'est instauré. Les Allemands ne veulent pas s'engager sur une date pour le lancement de l'UEM et insistent sur la conjonction avec l'Union politique. Les Français exigent une date pour la monnaie unique et font semblant de ne pas entendre les demandes allemandes sur l'Union politique. Lors des 54<sup>es</sup> consultations franco-allemandes, à Bonn, le 2 et le 3 novembre 1989, Kohl admet que « pour des raisons de politique intérieure, il y a en République fédérale une certaine campagne contre l'Union monétaire », mais il propose de régler la question par des entretiens confidentiels entre l'Elysée et la chancellerie. Selon lui, la conférence intergouvernementale devrait se réunir « pour la première fois, au plus tôt à la fin de l'année prochaine<sup>25</sup> », c'est-à-dire après les élections allemandes de l'automne 1990, alors que Paris veut une date ferme au Conseil européen de décembre pour un lancement au second semestre de 1990. Une semaine avant ces consultations, lors d'un dîner à l'Elysée, Mitterrand s'était montré agacé par la référence constante de Kohl aux élections. « Est-ce cela le plus important<sup>26</sup> ? » Malgré les pressions françaises, Kohl n'a donc pas désarmé. A Bonn, il explique que « lui, qui défend l'UEM comme une pierre essentielle de l'Union européenne, est en butte aux sceptiques qui lui demandent si cette union verra jamais le jour ». Et par la même occasion, il relance l'idée d'accroître les droits du Parlement européen<sup>27</sup>. A lire le compte rendu allemand des consultations, l'impression prévaut que Mitterrand fait mine de ne pas entendre. Tilo Schabert ne donne pas le contenu du compte rendu français des mêmes entretiens auxquels assistaient Jacques Attali et Elisabeth Guigou. Deux éléments confirment cependant qu'en ce début novembre la tension est au maximum entre les deux pays. Lors des consultations de Bonn, Michel Rocard, alors Premier ministre, est mandaté pour opposer au chancelier une fin de non-recevoir concernant l'extension des droits du Parlement européen et pour rappeler que la France tient à ce qu'un calendrier soit établi au Conseil de Strasbourg pour la future conférence intergouvernementale (CIG). Le compte rendu allemand laisse à penser que le ton de la discussion a été vif<sup>28</sup>. Le second élément d'appréciation est

---

25. DD, p. 472.

26. Compte rendu de l'entretien établi par H. Védrine, dans TS, p. 405.

27. DD, p. 472.

28. DD, p. 474 et suiv.



l'échange de lettres entre François Mitterrand et Helmut Kohl, commencé par une première missive du chancelier au président, et la réaction de l'Élysée. La lettre arrive le 27 novembre à 16 h 30<sup>29</sup>, soit la veille de la publication du plan en dix points d'Helmut Kohl sur la réunification. Rappelons que ce plan a été tenu secret jusqu'au dernier moment, y compris vis-à-vis de Hans Dietrich Genscher, vice-chancelier, ministre des Affaires étrangères et président du Parti libéral, deuxième formation de la coalition gouvernementale. Quand il reçoit la lettre de Kohl, Mitterrand ne sait donc absolument pas ce qui se prépare à Bonn. Même considérée hors contexte, la lettre est fort mal interprétée à Paris. Le chancelier ne manque pas d'évoquer la volonté partagée d'arriver à Strasbourg avec une proposition commune. Mais pas question de prendre une décision sur la CIG et sur l'UEM au prochain Conseil européen. Kohl reprend l'expression, qui l'engage peu, de « décisions tournées vers l'avenir ». Il met en avant les progrès réalisés pour la « première phase » de l'UEM tout en insistant sur les difficultés restant à surmonter. Sous-entendu : il est trop tôt pour penser à la « deuxième phase ». La lettre est accompagnée d'un calendrier de travail jusqu'en 1993, qui propose encore et toujours de fixer à décembre 1990 la décision sur la CIG<sup>30</sup>. Dès le texte traduit, Elisabeth Guigou prépare une note pour le président. En haut à droite de la première page, Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Élysée, écrit : « Cette lettre est négative<sup>31</sup>. » Mitterrand répond quatre jours plus tard. Il maintient son intention de poser la question de l'ouverture de la CIG au Conseil de Strasbourg et sa volonté que la fin 1990 soit choisie. Il fait cependant deux concessions à Helmut Kohl. Il accepte qu'après l'ouverture formelle de la CIG, les travaux ne commencent réellement qu'en 1991. Et il ajoute : « Je ne vois personnellement aucun inconvénient à ce que la CIG – après la conclusion des travaux sur le traité de l'UEM – décide d'aborder d'autres questions institutionnelles<sup>32</sup>. » L'interprétation donnée par la chancellerie à cette réponse n'est guère plus positive que l'évaluation faite à l'Élysée de la lettre de Kohl. Dans une note, Joachim Bitterlich énumère tous les points de désaccords. Il souligne que le président

---

29. TS, p. 407.

30. DD, p. 565-566.

31. TS, p. 407.

32. DD, p. 599.

français n'évoque absolument pas la question du Parlement européen – « ce qui correspondrait à la tendance-F [française]. [...] En exagérant à peine, on pourrait dire aussi que M. [Mitterrand] considère votre demande comme une « manœuvre de diversion » par rapport à l'Union monétaire<sup>33</sup> ». Et Bitterlich de proposer une explication d'ensemble : « Pour Mitterrand, au cours des prochaines années, l'important est d'abord et avant tout l'Union économique et monétaire – elle est purement et simplement le<sup>34</sup> but des dernières années de son mandat. » A Strasbourg, il insistera pour mettre en œuvre ses conceptions qu'il présentera comme l'« indispensable accélération » du processus d'intégration en réponse au « défi venu de l'Est<sup>35</sup> ».

Pourtant, la discussion sur la CIG et l'UEM n'occupera pas une place très importante au Conseil européen de Strasbourg. Pour deux raisons. Quand les chefs d'Etat et de gouvernement arrivent dans la capitale alsacienne, le 8 décembre, la question du calendrier est réglée. Elle a fait l'objet d'un accord entre Paris et Bonn, deux jours avant, sur la base du compromis présenté par Mitterrand<sup>36</sup>. Que ce conflit ait été résolu avant même l'ouverture du Conseil européen ne signifie pas que les tensions franco-allemandes aient toutes été apaisées. Helmut Kohl tenait à un engagement en faveur de l'unité allemande qu'il n'obtiendra qu'avec des « conditions, réserves, artifices de procédure qui repoussaient ou pouvaient repousser dans un avenir incertain le but à atteindre<sup>37</sup> », après une nuit de négociations ardues autour des conclusions de la présidence. Car, et c'est la deuxième raison, le dîner du 8 a été le théâtre d'une empoignade générale autour d'un autre sujet qui allait empoisonner les relations franco-allemandes pendant encore des mois : la question des frontières, en fait de la frontière Oder-Neisse entre l'Allemagne et la Pologne. Le sujet est soulevé d'entrée par François Mitterrand à l'occasion du compte rendu de sa visite à Mikhaïl Gorbatchev à Kiev (6 décembre). Celui-ci lui apparaît tranquille. Une seule chose le tracasse : le problème allemand, et en particulier la question des frontières<sup>38</sup>.

---

33. DD, p. 596-598.

34. C'est J. Bitterlich qui souligne.

35. DD, *ibid.*

36. TS, p. 424.

37. Postface de J. Bitterlich au livre de W. Rouget, *op. cit.* [22]. Voir aussi *Le Monde*, 4 mars 1998.

38. La description du déjeuner et du dîner de travail est donnée par T. Schabert, qui s'appuie sur le compte-rendu français. TS, p. 426-429.

L'intervenant suivant est Helmut Kohl. Il sent vite qu'il indispose ses collègues et s'emporte : « Je l'ai répété tellement de fois, peut-être ne m'avez-vous pas écouté : les problèmes allemands ne peuvent être résolus que sous un toit européen. » L'intervention de Margaret Thatcher, qui énumère les populations d'origine allemande vivant en dehors des frontières de 1945, laissant ainsi entendre que la réunification pourrait donner lieu à une forme d'irrédentisme allemand, ne contribue pas à l'apaiser<sup>39</sup>. Cette question des frontières n'est pas à l'ordre du jour, dit-il : « L'essentiel, c'est de faire progresser la Communauté européenne. » La discussion sur les frontières reprend pourtant pendant le dîner. Helmut Kohl est hors de lui : « Depuis sept ans, je prend tous les jours des risques à cause de l'Europe, et maintenant ce soupçon ? Si vous m'interrogez sur mes sentiments en ce moment, je peux vous dire que ce n'est pas joli, joli<sup>40</sup> ! »

### **Les rencontres de Kiev et de Latché**

Début décembre, la situation s'est donc éclaircie sur un point : le calendrier de la CIG et de l'UEM a été fixé. Mais la discussion de Strasbourg a montré les incertitudes que la position du chancelier provoque chez ses partenaires, à l'exception de Margaret Thatcher, qui est tout à fait hostile à l'unification allemande, et de Felipe Gonzalez, qui trouve des accents lyriques pour célébrer ce moment de liberté. La situation réelle au sein de la Communauté européenne est sans doute mieux rendue par les archives françaises telles qu'elles sont présentées par Tilo Schabert, que par les allemandes. Celles-ci donnent à penser que les interlocuteurs de Kohl ne comprennent pas la position du chancelier, alors que c'est justement parce que Mitterrand la comprend fort bien, pense-t-on côté français, qu'il est inquiet. Entre Strasbourg et Latché, où le président français reçoit le chancelier, le 4 janvier, le contexte a évolué. La RDA se délite de plus en plus, Mitterrand a pu s'en rendre compte par lui-même lors de son voyage à Berlin-Est et à Leipzig, du 20 au 22 décembre. Le 22 est

---

39. L'ancien Premier ministre britannique aura l'occasion d'exprimer ses véritables sentiments sur l'unité allemande lors d'un déjeuner privé avec Mitterrand, le 2 juin 1992 : « L'Allemagne est encore plus dangereuse depuis la réunification. Elle est en train de reconstituer son empire... Les nazis sont maintenant dans la Communauté, et vous les avez réunifiés ! » Compte rendu réalisé du côté français, cité dans TS, p. 344.

40. Les archives allemandes publiées ne donnent aucun compte rendu de ces journées. On y trouve seulement une note sur le petit-déjeuner Mitterrand-Kohl du 9 décembre, mais le texte ne traite que de la visite à Kiev.

aussi le jour de l'ouverture de la porte de Brandebourg entre les deux parties de Berlin. Trois jours avant, le 19, Helmut Kohl a été accueilli triomphalement à Dresde, où le slogan le plus scandé par les manifestants a changé. Au lieu de « *Wir sind das Volk* » (« Nous sommes le peuple »), ils crient pour la première fois « *Wir sind ein Volk* » (« Nous sommes un peuple »)<sup>41</sup>. La première partie de l'« environnement » (les Français refusaient le terme « conditions ») nécessaire à la réunification est remplie : les Allemands de l'Est, bien qu'ils ne se soient pas encore exprimés démocratiquement, la souhaitent. En outre, son voyage en URSS a convaincu Mitterrand qu'il n'y avait rien à attendre de Gorbatchev. « C'est avant tout son patriotisme européen qui a conduit le président français le 6 décembre à Kiev », écrit Tilo Schabert. C'est en effet ainsi qu'il se présente au secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) du moins selon les archives françaises, tout en regrettant de ne pas avoir été informé à l'avance du plan en dix points, contrairement aux stipulations du traité de l'Elysée de 1963<sup>42</sup>. Mais ce n'est pas toute l'histoire. D'après des archives soviétiques conservées à l'université de Stanford et consultées par Werner Weidenfeld, Jacques Attali, qui accompagnait François Mitterrand à Kiev, eut avec un conseiller de Gorbatchev, Vadim Zagladine, une conversation d'une tout autre teneur. Voici, tiré des notes soviétiques, l'exposé d'Attali à Zagladine. Il rappelle d'abord la « belle et bonne alliance » Staline-De Gaulle de 1944. « La décision soviétique de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de ses alliés – y compris de la RDA – a provoqué une certaine « confusion » chez les dirigeants français (...). La France ne veut en aucun cas de la réunification allemande, même si elle comprend que celle-ci peut être en dernière analyse inévitable. » La conversation de Kiev se poursuit : « Attali répéta qu'il était nécessaire de créer aussi vite que possible des structures paneuropéennes (...). Ceci empêcherait les Allemands de faire cavalier seul et éviterait leurs tendances hégémoniques. Il attira l'attention sur le statut particulier de la France et de l'URSS. D'une part, toutes deux, en tant que puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, devaient veiller à

41. H. Geissler, critique à l'égard de Kohl bien qu'il fut à l'époque secrétaire général de la CDU, affirme dans son livre de mémoires que ce changement de slogan a été provoqué par les membres de la Jeunesse chrétienne-démocrate de l'Ouest venus à Dresde pour assurer la « claque » lors du discours du chancelier.

42. TS, p. 417 et 435.

ce qu'aucune menace de guerre n'émane plus jamais de l'Allemagne ; d'autre part, elles étaient des « alliées traditionnelles » qui avaient eu le plus à souffrir de l'agression de l'Allemagne et qui avaient un devoir particulier d'empêcher une répétition de l'histoire. » Interrogé par nos soins lors de la sortie en Allemagne du livre de Werner Weidenfeld, en 1999, J. Attali a déclaré ne pas se souvenir d'un entretien avec Zagladine, mais il n'a pas exclu avoir eu une conversation avec « son ami Vadim » alors que tous deux suivaient une promenade de leurs présidents. Le récit de Weidenfeld correspond « à ce que nous pensions à l'époque. Il ne manque qu'un adjectif : inconditionnel. Nous étions opposés à une réunification « inconditionnelle » de l'Allemagne », ajouta Attali<sup>43</sup>.

Ce récit, qu'aucune autre source ne corrobore, est troublant. La thèse qui y est avancée correspond à une des facettes traditionnelles de la politique extérieure française<sup>44</sup>, mais elle n'est guère cohérente avec la conviction mitterrandienne que le système soviétique est en passe de s'effondrer. Sa volonté de ménager Gorbatchev face aux durs et aux militaires n'est pas en contradiction avec cette analyse. Il n'en reste pas moins que, devant Genscher, Mitterrand a déclaré que la France « repenserait ses alliances » au cas où la réunification allemande s'accomplirait alors que l'intégration européenne marquerait le pas<sup>45</sup>. Une deuxième hypothèse veut qu'Attali ait prêché le faux pour tester les intentions profondes des Soviétiques, soit de son propre chef, soit en service commandé. Selon la troisième hypothèse enfin, le conseiller spécial aurait tout simplement développé ses propres idées devant quelqu'un, Vadim Zagladine, qui avait conseillé sur les affaires européennes, et notamment françaises, tous les secrétaires généraux du PCUS, de Khrouchtchev à Gorbatchev. Par une certaine ironie de l'histoire, Mitterrand est à Kiev le jour même où Horst Teltschik, conseiller diplomatique de Kohl, informe le chancelier qu'il a reçu quelques jours auparavant un émissaire de la section internationale du comité central de Moscou. Celui-ci lui a dit que « l'Union soviétique

43. Le récit de la conversation Attali-Zagladine est dans WW, p. 156-157 et dans la note 45 p. 696 qui se réfère au compte rendu de l'entretien conservé dans les Hoover Institution Archives, Stanford, Zelikow-Rice Papers. La réaction d'Attali se trouve dans *Le Monde*, 29 janvier 1999.

44. Voir l'idée de « double assurance », dans G.-H. Soutou, *op. cit.* [8], p. 14.

45. H.-D. Genscher a employé l'expression lors d'un colloque consacré à F. Mitterrand, tenu à L'Institut Paris-Brandebourg, à Genshagen, le 18 et le 19 octobre 1996. Voir TS, p. 420.

réfléchissait déjà à des alternatives, y compris d'une certaine manière à l'impensable<sup>46</sup> », en clair à la réunification. Les artisans de la politique extérieure soviétique étaient, semble-t-il, plus avancés que certains responsables parisiens, si l'on en croit au moins les déclarations prêtées à Jacques Attali.

Le « petit-déjeuner de travail » Mitterrand-Kohl, au deuxième jour du Conseil européen de Strasbourg, le 9 décembre, a été largement consacré à un échange de vues sur la situation en RDA et la position de l'URSS. Près d'un mois plus tard à Latché, les deux hommes d'Etat reprendront le même thème, le président français peignant un Gorbatchev plus inquiet qu'il ne l'avait fait au lendemain de Kiev. Le climat s'est en tous cas apaisé entre-temps, même si rien n'est réglé sur la question de la frontière germano-polonaise, qui continue d'être au premier rang des préoccupations mitterrandiennes. Helmut Kohl qualifie les entretiens « d'amicaux », expression inscrite dans le compte rendu allemand mais qui ne se retrouve pas dans le compte rendu français<sup>47</sup>. En revanche, celui-ci fait état d'une proposition du chancelier : Mitterrand devrait s'exprimer à la télévision allemande « pour manifester sa sympathie envers le phénomène allemand et la marche vers l'unité<sup>48</sup> ». Le président français ne répond pas à la suggestion, comme il ne suit pas le conseil d'Hubert Védrine contenu dans une note intitulée : « Suggestions d'actions vis-à-vis de l'opinion ouest-allemande. » Avant de passer la note au président, Jean-Louis Bianco a écrit dans la marge : « Excellentes propositions. A réaliser rapidement, me semble-t-il. » Après lecture, Mitterrand renvoie la note avec

46. Le visiteur de H. Teltschik était N. Portugalov, correspondant de l'agence Novosti à Bonn dans les années 1970 et déjà homme de confiance de V. Faline, l'ambassadeur soviétique de l'époque, qui devait devenir chef de la section internationale du CC du PCUS. Portugalov a remis à Teltschik un papier en deux parties. La première est la position officielle de Moscou en faveur de la « *Vertragsgemeinschaft* » entre les deux Etats allemands proposée par le Premier ministre de la RDA. La deuxième partie, « inofficielle », va plus loin puisqu'elle envisage l'hypothèse d'une réunification. Elle tente d'autre part, assez grossièrement, de détacher la RFA de ses alliés occidentaux en lui proposant un traité de paix plus « avantageux » que ce qu'elle pourrait obtenir de l'Ouest. Voir DD, p. 617-618.

47. TS, p. 457. Voir aussi DD, p. 682-690. Sur les inquiétudes de Gorbatchev, les comptes rendus français et allemand disent à peu près la même chose : « Que l'unité allemande ne soit pas faite de telle sorte que les Russes se raidissent et que l'on entende des bruits d'armements, des bruits de bottes, en URSS. Nous sommes précisément au bord d'une telle évolution », a déclaré Mitterrand au chancelier.

48. TS, p. 459. Le texte allemand est plus vague : « Du point de vue [du chancelier], il serait important que les gens en Allemagne – et il emploie à dessein cette expression – aient le sentiment que l'amitié franco-allemande demeure, comme l'étroite coopération Kohl-Mitterrand, comme la politique européenne, et qu'il y a un homme à l'Elysée qui regarde l'évolution en Allemagne avec sympathie. » Dans DD, p. 687.

cette annotation : « M'en reparler. FM<sup>49</sup>. » On ne sait si Bianco ou un autre de ses conseillers « lui en a reparlé » mais, contrairement à ce qu'il a fait plus tard à propos de la guerre du Golfe ou de la Yougoslavie, Mitterrand n'a pas fait de pédagogie sur la politique allemande de la France, ni à la télévision allemande, ni ailleurs. Il en a parlé au cours de conférences de presse ou d'entretiens dans les journaux, mais, comme l'a reconnu H. Védrine à plusieurs reprises, « il a manqué un grand discours à l'automne 1989 ».

C'est aussi cette absence qui a nourri les doutes et provoqué les controverses. Elle n'a pas été comblée par le livre publié par Mitterrand à la fin de sa vie, qui ne propose pas une lecture convaincante des ambivalences de l'époque<sup>50</sup>. Elle ne pourrait l'être que par une analyse comparative et critique des documents, tant français qu'étrangers. Encore faudrait-il qu'ils soient accessibles aux chercheurs. La politique française vis-à-vis de la réunification allemande y apparaîtrait sous un jour différent. François Mitterrand y était moins hostile que les archives allemandes publiées ne le laissent entendre, et Helmut Kohl n'était pas le grand européen que la légende a peint. Le premier craignait une Allemagne qui n'aurait pas été intégrée dans une Europe solide et contraignante. Le second ne voulait pas sacrifier à l'Europe l'objectif national de sa politique.

---

49. TS, p. 567, note 112.

50. *De l'Allemagne. De la France*, Paris, Odile Jacob, 1996.